

L'ÉCOLE AU FEU ET LA LAÏCITÉ AU MILIEU

Il n'y a encore pas si longtemps, mettons une cinquantaine d'années – une poussière dans l'Histoire humaine –, quand on était instituteur ou professeur, on était un notable. Aujourd'hui, on est considéré comme un loser, même pas fichu de monter sa start-up. Pourtant, l'école demeure une institution fondamentale dans une démocratie. Et pas seulement parce qu'elle transmet des savoirs. C'est là que les enfants, sortis du cocon familial, apprennent à vivre en société et à devenir les citoyens de demain. Une broutille. Dans l'idéal, les personnels enseignants devraient donc avoir tout le soutien et tous les moyens nécessaires pour mener au mieux cette mission. Ce n'est pas un scoop, nous en sommes loin. Très loin.

Lorsque nous avons lancé dans *Charlie* un appel aux enseignants leur demandant de témoigner des éventuelles difficultés rencontrées lorsqu'ils abordent les questions de laïcité et de religion dans l'exercice de leur profession, nous ne pensions pas recevoir autant de réponses. Certaines sont même

arrivées de Belgique. À mesure que nous prenions connaissance de ces témoignages, avec Jacques Littauer, un tableau se dessinait : celui d'une école trop souvent incapable de remplir avec sérénité et

efficacité sa mission d'apprentissage de la vie en collectivité et de la citoyenneté. Même l'enseignement de certaines disciplines, comme les sciences de la vie et de la Terre, ou tout simplement le sport, y relève parfois du sacerdoce ou de la cascade sans filet de sécurité.

Quant à la laïcité, elle est soumise, sans surprise, au même traitement que dans l'ensemble de la société : ignorance, confusions de toutes sortes, relativisme, rejet pur et simple... Le constat est glaçant. Au sein de l'école républicaine, un principe inscrit dans l'article premier de la Constitution ne va plus de soi. Ni pour les élèves – ce qui, à la limite, ne serait pas gravissime puisque, au fond, ils sont là pour apprendre –, ni pour leurs parents – ce qui est beaucoup plus problématique dans la mesure où ils exigent, parfois bruyamment, des « aménagements » –, ni pour certains enseignants, ni pour l'institution elle-même – ce qui est, là, inadmissible. Il y a évidemment les militants actifs de la laïcité « ouverte » ou « inclusive ». Mais il y a aussi tous ceux, nombreux, trop nombreux, qui considèrent qu'en appeler à ce principe constitutionnel, ou tout simplement l'évoquer, peut vous valoir des ennuis. Ça peut « faire des vagues ». Et

qui jugent par conséquent préférable de le glisser dans leur poche avec leur mouchoir plein de morve dessus, et abandonnent la pédagogie pour la démagogie. Au détriment de leurs collègues qui, eux, choisissent de ne pas laisser tomber.

C'est d'autant plus déplorable que, comme on pourra le lire dans certains témoignages, quand les enseignants, la hiérarchie, l'institution, forment un bloc et tiennent bon sur l'enseignement et l'application de la laïcité, elle est comprise et acceptée sans heurts. Il arrive même, quelle surprise, qu'elle soit utilisée par les élèves comme l'outil d'émancipation qu'elle est. Bref, la laïcité, ça fonctionne, et le déterminisme social, et à plus forte raison « culturel », est une foutaise.

Depuis que l'on s'est aperçu que les terroristes – y compris les loups-solitaires-radicalisés-par-surprise – ne sont pas, contrairement à ce que fantasment certains, d'affreux migrants infiltrés qui profitent du laxisme de l'Europe-passoire, mais majoritairement des gens qui sont nés et ont grandi en France, en Allemagne, en Grande-Bretagne, en Belgique, il se passe rarement plus d'un an sans qu'un « plan de déradicalisation » sorte d'un chapeau quelconque. L'intention est louable. Mais quitte à lutter contre la radicalisation, pourquoi ne pas commencer dès le début ? Et dans ce domaine, l'école est le début de tout. ■

**Ne pas confondre
pédagogie
et démagogie.**

